

La Chambre des
Communes ratifie
le traité de paix.

LA CHAMBRE DONNE PAR 413 VOIX DE MAJORITÉ SA CONFIANCE AU MINISTÈRE

EXCELSIOR

16^e Année. — N° 3.167. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes.

Pierre Dailly, fondateur.

Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport.

— NAPOLÉON

20, rue d'England, Paris.

MERCREDI

23

JUILLET

1919

La justice rigoureuse
est souvent une très
grande injustice.

TÉRENCE.

LES FÊTES DE LA VICTOIRE A BRUXELLES

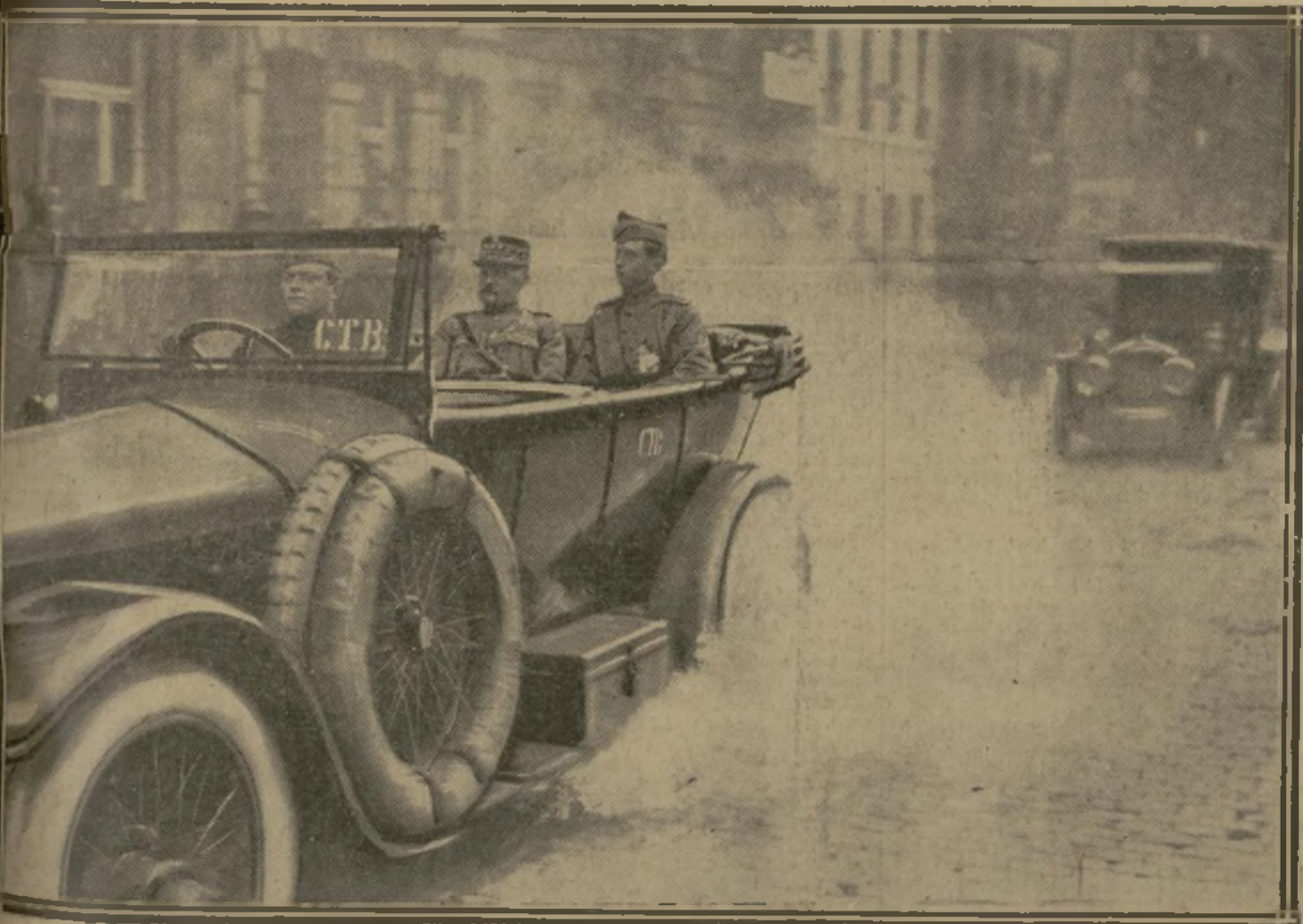
PHOTOGRAPHIES PRISES AVANT-HIER ET HIER PAR L'ENVOYÉ SPÉCIAL D' "EXCELSIOR"



LE ROI ALBERT ET M. POINCARÉ A LA SORTIE DE LA GARE



LA VOITURE DE LA REINE ÉLISABETH ET DE M^{me} POINCARÉ



LE MARÉCHAL FOCH ET LE PRINCE HÉRITIER LÉOPOLD



LE PRÉSIDENT DEVANT LE MONUMENT ÉLEVÉ AUX SOLDATS BELGES MORTS



LE MARÉCHAL FOCH ET LE ROI AUSSITOT APRÈS LA REVUE

L'accueil réservé par la population de Bruxelles à M. et M^{me} Poincaré ainsi qu'au maréchal Foch a démontré que l'affection qui unit la Belgique et la France, si étroitement liées dans la guerre, n'a fait que grandir dans la paix. Avant-hier, après les réceptions, le président de la République était allé déposer



LE DÉFILÉ DES TROUPES BELGES DEVANT LA TRIBUNE ROYALE

une couronne devant le monument élevé aux soldats belges morts pendant la guerre. Hier matin, ont eu lieu la revue et le défilé. Le roi et le maréchal Foch, ayant passé la revue à cheval, ont rejoint la tribune officielle. Les Alliés ont alors défilé sous la pluie, mais aussi sous les fleurs et les acclamations

Ayuntamiento de Madrid

UN GRAND DÉBAT AU PALAIS-BOURBON

M. GEORGES CLEMENCEAU S'EXPLIQUE
SUR SA POLITIQUE GÉNÉRALE

Il annonce son intention de procéder aux élections législatives aussi rapidement qu'il sera possible de le faire. A cet effet, il déposera un projet de loi dès le lendemain de la ratification du traité de paix.

LA CHAMBRE APPROUVE SES DÉCLARATIONS ET LUI EXPRIME SA CONFIANCE PAR 289 VOIX CONTRE 176

M. Clemenceau, président du Conseil, a accepté, hier, à la Chambre, le débat auquel le conviaient ses adversaires, sur le terrain de la politique générale. Et son ministère en est sorti renforcé.

Malgré une vigoureuse offensive de M. Chaumet, la Chambre a, en effet, approuvé, par 289 voix contre 176, c'est-à-dire par 113 voix de majorité, les déclarations du président du Conseil.

Un premier scrutin sur la priorité demandée pour un ordre du jour de M. Chaumet avait donné au gouvernement 91 voix de majorité.

Le débat s'engagea dès la lecture de la demande d'interpellation de M. François Fournier.

Le gouvernement est à la disposition de la Chambre! déclara, en effet, M. Clemenceau.

M. François Fournier interpella au milieu de l'attention générale. MM. Noulens, ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement; Clémentel, ministre du Commerce; et Loucheur, ministre de la Reconstruction industrielle, défilèrent successivement à la tribune.

Très écouté, M. Noulens fit connaître par quelles mesures il entendait lutter contre la vie chère, annonçant, d'autre part, que le gouvernement se préoccupait de constituer, d'accord avec nos alliés, des stocks pour l'année prochaine.

M. Clémentel rappela les efforts tenaces et permanents du gouvernement pour permettre la réalisation et le maintien de la coopération internationale, et les difficultés rencontrées du côté des Américains. M. Loucheur soutint qu'en Angleterre les salaires étaient de 25 0/0 plus élevés qu'en France et que la vie n'y était pas moins chère.

Pour M. Loucheur, la vie chère est une crise mondiale, et il y a, pour la Chambre et le gouvernement, en ce qui concerne les décisions économiques à prendre, une nécessité absolue de donner d'urgence à la France une politique marquée qui la rende indépendante de ses alliés et des neutres.

On entendit encore M. Fernand Brun. Puis, la clôture prononcée, la véritable bataille — le débat politique — s'engagea sur les ordres du jour.

LE DÉBAT POLITIQUE

Sept ordres du jour étaient déposés. Le premier, de MM. Chaumet, Ossola et de La Trémolle, reproduisait exactement les termes de l'ordre du jour de M. Augagneur voté vendredi par la Chambre. Un ordre du jour de M. Simyan approuvait les déclarations du gouvernement et lui exprimait la confiance de la Chambre.

Le gouvernement n'accepta que l'ordre du jour de M. Simyan, déclara M. Clemenceau.

M. Chaumet engagea aussitôt une vigoureuse offensive contre le cabinet.

M. Clemenceau a gagné la guerre, dit-il. Mais il était entouré de généraux et de nos admirables poilus, et il a bénéficié du matériel créé par ses prédécesseurs. Il n'a pas su avoir l'équipe pour la paix, et il a commis l'erreur d'être à la fois président du Conseil et président de la Conférence de la paix et de faire de ses ministres des plénipotentiaires tout en les laissant chargés de leur département ministériel. Il en est résulté que nous n'avons été ni représentés à la Conférence de la paix ni gouvernés à l'intérieur.

Très applaudi à l'extrême gauche et sur de nombreux bancs à gauche, le député de la Gironde reprocha au président du Conseil de ne s'être aperçu de la gravité du problème de la vie chère qu'à la veille des interpellations.

Nous regrettons, dit-il encore, que vous ayez été obligé d'abdicquer entre les mains d'un pouvoir, je ne dis pas anonyme, mais pseudonyme, qui a désorganisé nos administrations, et qui prétend leur imposer toutes ses fantaisies. Nous voulons que les administrations soient dirigées par le président du Conseil, et nous repoussons une dictature par procuration. Nous voulons que l'action des ministères soit coordonnée d'une main ferme et que la question économique, qui est la vie de ce pays, soit résolue comme nous le demandons!

La réponse de M. Clemenceau

M. Chaumet avait parlé de sa place. Le président du Conseil répondit à la tribune: — La question est clairement posée, dit-il. On sait à quoi s'en tenir: il s'agit de renverser le gouvernement! Je dirai à M. Chaumet: « Nous sommes encore en état de guerre... »

Des protestations se firent entendre à l'extrême gauche et à gauche.

Si vous voulez vous reporter aux événements d'il y a un an, poursuivit M. Clemenceau, si vous voulez vous rappeler la date de l'armistice et la date de la paix, vous comprendrez que nous commençons

à peine à entrer dans la période de liquidation de la plus grande catastrophe qui ait jamais bouleversé le monde.

« Voilà ce qu'on oublie trop et ce dont j'ai le devoir de me souvenir. Vous croyez qu'une puissance barbare aussi puissante que l'Allemagne pourra mettre à feu les quatre coins du monde, transformer, bouleverser les conditions économiques générales pour que, le jour où on a échangé une signature, tout rentre dans l'ordre comme par miracle! Non! On n'a adressé bien des reproches; je n'éprouve pas le besoin de m'en consoler, mais, si j'éprouvais ce besoin, je n'aurais qu'à songer aux reproches... »

« Et le Sénat? cria quelqu'un. — Le Sénat est dans la même situation, dit M. Clemenceau. Il faut donc que tous les corps électoraux soient entièrement renouvelés à très bref délai. Il faut que tous les corps parlementaires, communaux, départementaux, soient renouvelés avant le moment où se posera la question du renouvellement des pouvoirs de M. le président de la République. Il faut, pour ce renouvellement, des corps élus qui soient dans la loi. Et, si l'un de ces hommes qui estiment que ces élections ne peuvent se faire pour cette date prochaine, qu'ils viennent à cette tribune exposer leurs raisons. »

Très applaudi au centre et à droite, le président du Conseil conclut: — Mon ambition se borne à savoir si vous me laissez le pouvoir jusqu'à cette date ou si vous me le retirez plus tôt. J'aurais pu, la guerre finie — et avec quel plaisir! — vous tirer le plus beau des coups de chapeau. On m'a dit qu'il fallait rester, que je connaissais les hommes d'Etat des pays alliés. J'ai fait toutes les objections, mais j'ai fini par céder. A tort ou à raison, j'ai cédé. A vous de dire si j'ai eu tort!

M. Deschanel mit aux voix la priorité demandée pour l'ordre du jour de M. Chaumet.

Le gouvernement repousse la priorité, dit encore M. Clemenceau. Et il pose la question de confiance.

Par 282 voix contre 181 — après pointage — la priorité fut repoussée. Le gouvernement avait donc 91 voix de majorité.

Après une véhémence philippique de M. Franklin-Bouillon, qui reprocha surtout à M. Clemenceau de dresser le pays contre le Parlement, l'ordre du jour de confiance de M. Simyan fut voté par 289 voix contre 176. La majorité montait, cette fois, à 113 voix.

C'était fini.

Deux interpellations de M. Dalbiez, sur la démolition, et de M. Poncelet, sur le maintien de la censure et de l'état de siège, furent ajournées sine die à la demande du gouvernement, l'une par 394 voix contre 224, l'autre par 320 voix contre 189.

Leopold BLOND.

Une escarmouche hier matin

La Chambre devait siéger, hier matin, pour poursuivre l'examen des contingents de croix de la Légion d'honneur à accorder aux divers ministères pour récompenser les services civils rendus pendant la guerre. Mais, à l'ouverture, un député socialiste — rappelant que MM. Laval et Ernest Lafont avaient, vendredi soir, retiré leurs interpellations, en prévision du vote que la Chambre venait d'adopter, et qui mettait le gouvernement en échec — demanda si, dans les mêmes circonstances, un débat pouvait valablement s'engager.

« Il n'y a pas de gouvernement! dit-il. Dans ces conditions, je demande le renvoi à cet après-midi. »

M. Nail, garde des Sceaux, qui était au banc des ministres, avec MM. Loucheur et Colliard, protesta vivement: — Il y a si peu de gouvernement, dit-il, qu'on l'interrompt cet après-midi.

A l'extrême gauche et à gauche, les anti-ministériels étaient nombreux. Sur les autres bancs, c'était le vide, ou à peu près. Aussi, à mains levées, et en dépit des efforts de M. Nail, la proposition de renvoi fut-elle adoptée.

Le projet d'amnistie

M. Ignace, sous-secrétaire d'Etat à la Justice militaire, a déposé hier après-midi, sur le bureau de la Chambre, au nom du gouvernement, le projet de loi d'amnistie.

Voici, d'après le texte même du projet et avec les articles du code qui les visent, les crimes, délits et contraventions qui bénéficient de la loi d'amnistie:

Sont amnistiés:

Les faits d'abandon de poste, étant de faction, sans circonstances aggravantes, sur territoire en état de guerre (art. 211 du code de justice militaire, § 2 et 3);

Les faits de : sommeil en faction (art. 212);

Abandon de poste sur territoire en état de guerre, sans circonstances aggravantes (art. 213; § 2 et 3);

Abandon de poste sans circonstances aggravantes (art. 214);

Refus d'obéissance sur territoire en état de guerre, sans circonstances aggravantes (art. 215; § 2 et 3);

Evasion de prisonniers (art. 216);

Violation de consigne sur territoire en état de guerre, sans circonstances aggravantes (art. 217; § 2 et 3);

Outrages à sentinelles (art. 220; § 4);

Voies de fait à supérieur hors du service (art. 223; § 2);

Outrages à un supérieur (art. 224);

Rébellion simple (art. 225);

Voie de fait à inférieur (art. 226);

Vente, détournement, mise en gage et

recel d'effets militaires (art. 244, 245, 246, 247);

Destruction d'armes ou effets d'équipement (art. 254);

Usage de faux poids; en matière d'administration militaire (art. 258);

Contrainte de sceaux en matière d'administration militaire (art. 259);

Usage frauduleux de sceaux vrais (art. 260);

Port illégal d'insignes et d'uniformes (art. 265);

Désertions à l'intérieur ou à l'étranger et insoumissions sous certaines conditions;

Faits de grève, d'associations, de travail;

Délits de presse, délits de propos alarmistes, port d'armes prohibées, outrages aux magistrats, aux fonctionnaires; port illégal d'insignes; vagabondage simple, mendicité simple;

Tous les délits de forêts, de chasse, de pêche;

Faux en matière de feuilles de route, fausses permissions.

(Lire en page 5 l'exposé des motifs qui précède l'énumération ci-dessus.)

Le projet d'amnistie

Le projet d'amnistie

Le projet d'amnistie

Le projet d'amnistie

Le projet d'amnistie

Le projet d'amnistie

Le projet d'amnistie

Le projet d'amnistie

Le projet d'amnistie

Le projet d'amnistie

Le projet d'amnistie

Le projet d'amnistie

Le projet d'amnistie

Le projet d'amnistie

Le projet d'amnistie

Le projet d'amnistie

Le projet d'amnistie

Le projet d'amnistie

Le projet d'amnistie

EN GRANDE-BRETAGNE

LA RATIFICATION
DU TRAITÉ DE PAIX
PAR LES COMMUNES

Après trois lectures, par 163 voix contre 4, le bill est adopté, ainsi que la convention du traité militaire franco-anglais.

Les déclarations de M. Lloyd George furent particulièrement applaudies.

Par 163 voix contre 4, après trois lectures successives, qui n'ont point donné lieu à scrutin, la Chambre des communes a approuvé, avant-hier, le projet de loi portant ratification du traité de paix. Dans la course à la ratification, la Grande-Bretagne arrive donc bonne première, en s'assurant sur les autres puissances alliées une avance considérable.

Avec la même rapidité, la convention militaire avec la France — convention dont il convient de retenir l'appellation anglaise: *Defence of France Bill*, parce qu'elle en caractérise nettement la signification — a pris force de loi. Et le Parlement britannique n'a point observé l'interprétation que l'on donnait à ce double acte; il n'a pas attendu que l'Amérique l'eût agréé pour l'incorporer dans ses engagements internationaux. L'union de ce vote, acquis sans discussion, constitue le plus beau et le plus solide témoignage d'amitié, de sympathie et de confiance que pouvaient nous donner nos alliés.

M. Lloyd George présenta avec une éloquence vigoureuse la défense du bill; et il fut, au cours de la discussion, marqué, en des termes que nous devons retenir, le sentiment général du peuple britannique à notre égard.

Un membre du parti libéral avait déclaré que la convention militaire était en contradiction avec l'esprit de la Ligue des nations, et devait être rejetée, comme étant de nature à perpétuer l'ancien système nefaste des alliances. Le premier ministre répondit simplement ceci:

« Ce raisonnement me paraît absolument ridicule. Je me porte garant que, si le projet était soumis au référendum du pays, il recueillerait 99 0/0 des suffrages. »

Et ces quelques paroles recueillirent, nous dit le compte rendu de la séance, les applaudissements de tous les membres des Communes.

Ainsi se trouve poursuivie et resserrée dans la paix l'union des deux nations. Et la France, en se mettant au travail pour reconstruire son patrimoine et son sol dévasté, aura d'autant plus de cœur à l'ouvrage qu'elle se sentira enveloppée d'une sécurité doublée par la présence à ses côtés, en cas de danger, de sa puissante alliée et amie d'outre-Manche.

Telle est la conclusion qu'il faut tirer de l'une des plus mémorables séances de la Chambre des communes. L'esprit dans lequel elle discuta le traité n'est point indiqué seulement par le vote; il est par ses débats eux-mêmes. Si l'on suit leurs différentes phases, on n'y trouve qu'une seule proposition visant au rejet du traité: ce fut celle de M. Bottomley, et encore la principale critique qu'il fit porta-t-elle sur le fait que la Grande-Bretagne sortait de la guerre sans aucun avantage matériel et sans être assurée du remboursement de ses frais de guerre.

M. Mac Lean, libéral indépendant, se prononça pour le jugement du kaiser en pays neutre, tandis que M. Barnes, membre du parti travailliste, constata que les conditions du traité étaient inspirées par des principes de justice.

Les critiques de lord Robert Cecil, qui voit de dangereuses expériences dans certaines stipulations, telles que celles concernant la Pologne, l'occupation des territoires rhénans, n'ont pas davantage été suivies.

Quant à la séance réservée à la discussion de la convention militaire, elle dura à peine une demi-heure, y compris le scrutin: de 3 h. 15 du matin à 3 h. 36 exactement. Quel commentaire pourrait être plus éloquent que ces simples indications de temps? — JEAN MENEVAL.

L'examen du traité de paix au Palais Bourbon

La commission de la paix a poursuivi hier matin, l'examen des clauses financières du traité et la discussion du rapport de M. Louis Dubois. Elle a décidé, d'autre part, d'entendre à brève échéance les ministres compétents sur les clauses relatives aux réparations.

LES FÊTES DE LA VICTOIRE A BRUXELLES

LE DÉFILÉ DES TROUPES
BELGES ET ALLIÉES

Après la revue passée par le roi Albert I^{er} et le maréchal Foch, les héros venus des quatre coins du monde pour défendre la cause de la Justice et de la Liberté ont défilé pendant plus d'une heure devant la reine et M. et M^{me} Poincaré.

UNE FOULE ENTHOUSIASTE FAIT UNE OVATION AUX VAINQUEURS

BRUXELLES, 22 juillet. — Malgré le temps peu favorable, il n'a cessé de pleuvoir — les Bruxellois ont assisté, ce matin, à un spectacle magnifique: la revue des troupes belges et alliées.

Celles-ci ont pris position, dès 8 heures du matin, le long des boulevards, depuis la porte de Scherbeek jusqu'à la porte Louise.

Elles sont échelonnées dans l'ordre suivant: un détachement américain avec musique et drapeau, un détachement de chasseurs à pied français, deux compagnies des 171^e et 169^e d'infanterie français, un détachement japonais.

Les Anglais, tenaces, portant haut les fanions héraldiques. Un cri jaillit: « Français! » Fanlassins nerveux, chapeaux alertes scandent le pas aux sons d'une musique entraînante; il semble qu'un élan héroïque soulève les plis de leurs dards tricolores. Après, on acclame les Japonais, qui ont gardé dans leur attitude noble la guerre du Samouraï; les Roumains, les Grecs, les Polonais, les Tchécoslovaques, les Serbes et les Tcheco-slovaques. Tous en passant devant le roi Albert Foch tournent instinctivement les yeux vers le grand chef qui les a conduits à la victoire finale.

A la fin, la foule, lasse de crier, retourne son énergie à la vue des aigles, les aigles belges revenus après un long exil. Les aigles, échevelés, éblouissants, canons, tout bronzé au feu des batailles. Le drapeau, miné, tous les drapeaux alliés, grand devant la tribune d'honneur, vont se faire chef de l'Etat français et les souverains belges. La foule ovationne longuement le président de la République et le maréchal Foch à leur rentrée au palais.

Horace VAN OFFE

DANS L'AVIATION

ENCORE UNE INVENTION FRANÇAISE UTILISÉE PAR LES ALLEMANDS

La turbine à gaz qui sert appelée à remplacer le moteur à essence des avions.

Les établissements Krupp construisent actuellement, si l'on en croit certaines discrétions, une turbine à gaz qui sert appelée à remplacer le moteur à essence des avions, dont le vol deviendrait silencieux.

Il ne faut pas, de parti pris, penser un nouveau bluff des Allemands, qui toujours ont été particulièrement doués pour exploiter, dans le domaine pratique, les découvertes réalisées par les savants d'autres nations. Souvenons-nous des avions qu'ils ont faits, en vue de la guerre, des avions conçus pour la première fois par des Français: dirigeables, mémoires, aéroplanes, qui sont devenus chez eux des zeppelins, des croiseurs marins, des avions géants, appareils d'incroyable perfectionnement.

Ce qu'est la turbine à gaz

Il en aurait donc été de même pour la turbine à gaz. Le principe de celle-ci a été trouvé aussi par un Français; mais, par un hasard, pour diverses raisons, les Français n'ont pas été continués au cours de leurs recherches. Par contre, les ingénieurs allemands ont rendu directement un service pour les avions ce nouveau système.

La turbine à gaz comprend deux parties: la première est constituée par une chambre à explosion de forme sphérique, à résistances, dans laquelle on fait arriver de l'air et de l'essence par deux tubes distincts. Les gaz produits par l'explosion, au moyen d'échappements électriques, par une sorte de tuyau qui les conduit dans la turbine proprement dite, où, dans une roue à aubes enfermée dans une boîte métallique, les gaz, par la pression qu'ils exercent, font tourner la roue, s'échappant par un tuyau plus ou moins long.

Elle pèse moins et consomme moins d'essence

Le premier avantage de cette turbine est la roue à aubes à un arbre de roue sur lequel peut être montée directement une hélice. Grâce à cette disposition, le moteur de ce genre de moteur est très inférieur à celui des moteurs à explosion en raison des frottements et des pertes de force qui sont beaucoup moins considérables dans la turbine par suite de l'absence de bielles et de pistons. En outre, le moteur à gaz peut faire à la même vitesse un avion une force propulsive importante pour la même puissance.

Le général de Guenneville, suivi de son état-major, passe en tête des troupes devant le roi et le président de la République.

Voici les Américains, qui s'avancent en masse serrée, avec leurs drapeaux étoilés;

LEÇONS PAR CORRESPONDANCE: L'ÉPIQUE COMMERCIALE, 217, RUE D'ANTWERP, 217, PARIS.

Le roi et le maréchal Foch mettent pied à terre et vont prendre place dans la tribune tendue de velours rouge. Alors, pendant plus d'une heure, c'est le défilé des héros venus des quatre coins du monde pour défendre la cause de la Justice et de la Liberté.

Le général de Guenneville, suivi de son état-major, passe en tête des troupes devant le roi et le président de la République.

Voici les Américains, qui s'avancent en masse serrée, avec leurs drapeaux étoilés;

LEÇONS PAR CORRESPONDANCE: L'ÉPIQUE COMMERCIALE, 217, RUE D'ANTWERP, 217, PARIS.

Le roi et le maréchal Foch mettent pied à terre et vont prendre place dans la tribune tendue de velours rouge. Alors, pendant plus d'une heure, c'est le défilé des héros venus des quatre coins du monde pour défendre la cause de la Justice et de la Liberté.

Le général de Guenneville, suivi de son état-major, passe en tête des troupes devant le roi et le président de la République.

Voici les Américains, qui s'avancent en masse serrée, avec leurs drapeaux étoilés;

LEÇONS PAR CORRESPONDANCE: L'ÉPIQUE COMMERCIALE, 217, RUE D'ANTWERP, 217, PARIS.

Le roi et le maréchal Foch mettent pied à terre et vont prendre place dans la tribune tendue de velours rouge. Alors, pendant plus d'une heure, c'est le défilé des héros venus des quatre coins du monde pour défendre la cause de la Justice et de la Liberté.

Le général de Guenneville, suivi de son état-major, passe en tête des troupes devant le roi et le président de la République.

Voici les Américains, qui s'avancent en masse serrée, avec leurs drapeaux étoilés;

LEÇONS PAR CORRESPONDANCE: L'ÉPIQUE COMMERCIALE, 217, RUE D'ANTWERP, 217, PARIS.

LES OBSEQUES DU SERGENT MANNHEIM ONT LIEU AUJOURD'HUI



LA CHAPELLE ARDENTE A L'HOPITAL VILLEMIN

Ayuntamiento de Madrid

COMMENT EST CONSTITUEE UNE TURBINE A GAZ

